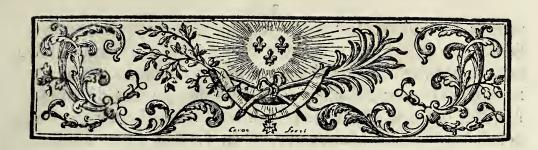
Gury



ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

ET LETTRES PATENTES SUR ICELUI,

Registrées au Parlement de Besançon le 5 Août 1771.

Portant cassation de l'arrêté du Parlement de Besançon, du 16 Juillet 1771.

Du 22 Juillet 1771.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

Le ROI s'étant fait rendre compte de l'arrêté de son Parlement de Besançon, du 16 du présent mois, par lequel ladite Cour a excédé ses pouvoirs, en délibérant sur des objets qui lui sont étrangers: Les divers Édits qui en ont sait la matière ne lui ayant point été adressés ni reçu aucune exécution dans son ressort; Sa Majesté a reconnu, malgré tout l'art répandu dans ledit arrêté, que l'intention de ceux qui l'ont sait prendre, étoit d'exciter la sermentation dans les esprits, & de les prévenir contre des opérations dictées par sa sagesse & par son amour pour ses peuples. A quoi voulant pourvoir: Ouï le rapport, & tout considéré; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a cassé & annullé, casse & annulle ledit arrêté comme incompétemment rendu, & tendant à ébranler l'obéissance & la sidélité qui sont dûes à Sa Majesté; ordonne que sur le présent arrêt toutes Lettres patentes nécessaires seront expédiées. FAIT au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Compiegne le vingt-deux juillet mil sept cent soixante-onze. Signé MONTEYNARD.

LETTRES PATENTES.

OUIS, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: A nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement à Besançon: SALUT. Nous nous sommes fait rendre compte de l'arrêté que vous avez pris le 16 du présent mois, par lequel vous avez excédé vos pouvoirs, en délibérant sur des objets qui vous sont étrangers: Les divers Édits qui en ont fait la matière ne vous avant point été adressés, ni reçu aucune exécution dans votre ressort; nous avons reconnu, malgré tout l'art répandu dans ledit arrêté, que l'intention de ceux qui l'ont fait prendre, étoit d'exciter la fermentation dans les esprits, & de les prévenir contre des opérations dictées par notre sagesse & par notre amour pour nos peuples: Nous avons, en conséquence, par arrêt cejourd'hui rendu en notre Conseil d'État, Nous y étant, & ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, cassé & annullé ledit arrêté. Et desirant faire connoître plus particulièrement nos intentions à ce sujet: A CES CAUSES & autres à ce nous mouvant; de l'avis de notre Conseil. & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, Nous avons cassé & annullé; & par ces présentes signées de notre main, cassons & annullons l'arrêté par vous pris le 16 dudit mois, comme incompétemment rendu, & tendant à altérer l'obéis fance & la fidélité qui nous sont dûes. SI VOUS MANDONS que ces présentes vous ayez à faire lire, publier & registrer; & le contenu en icelles garder, observer & faire exécuter selon sa forme & teneur: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR; en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à Compiegne le vingt-deuxième jour de juillet, l'an de grâce mil sept cent soixante-onze, & de notre règne le cinquante-sixième. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi. Signé Monteynard. Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Lûes & enregistrées du très-exprès commandement du Roi, porté par le sieur M. Duc de Lorge, assissé du sieur Bastard, Conseiller d'État, oui & ce requérant le Procureur général de Sa Majesté, pour être exécutées selon leur sorme & teneur. Fait en Parlement, à Besançon, les Chambres assemblées, le cinq août mil sept cent soixante-onze, Signé Pourcheresse.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

M. DCCLXXI.